

après la semaine contre le programme nucléaire «français »

un aller sans retour



25 000 — 30 000 — 35 000 militants présents pour le rassemblement national « anti-nucléaire » du 26 avril, à Paris, de la Place de la République au Square des Sorbiers : on ne sait pas au juste, et on laisse à la Préfecture le soin de « chiffrer » ça avec son compte-goutte habituel. L'important, c'est le caractère à la fois massif, offensif, et « tranquille » de cette « manifestation douce » : un résultat qui est le fruit d'une intense mobilisation dans laquelle le PSU a eu une très grande part.

Bien que certains organes d'expression aient saisi le prétexte d'incidents autour de la place de la République pour éviter d'évoquer la marche elle-même, l'ensemble de la presse a été contraint de rendre compte d'une campagne qu'elle ignorait consciencieusement auparavant. La manifestation parisienne n'a d'ailleurs pas été isolée : plus de 2 500 personnes se sont regroupées à Gravelines (dans le Nord) ; des marches, piques-niques, et meetings ont été organisés simultanément aux alentours de la plupart des sites sélectionnés par l'EDF pour y bâtir de centrales nucléaires. Il faudra recommencer

Quelques 300 militants écologiques et politiques se sont rassemblés samedi et dimanche dernier à Paris sur invitation des Amis de la Terre, du Mouvement écologique et du PSU. Thème : nucléaire et politique. Assistance en majorité parisienne, mais de nombreux militants étaient venus d'Alsace (Fessenheim et Cie), de Bretagne (Erdeven), et de Charente (Braud) ainsi que d'Angleterre, d'Allemagne et de Belgique. Nous avons demandé à Philippe Roqueplo, journaliste et homme de science, de commenter les travaux de ce colloque.



Le but du colloque n'était pas d'organiser les différentes tactiques de la lutte anti-nucléaire. Le propos était plus théorique : il

s'agissait d'analyser les conséquences du programme nucléaire et celles de son abandon. Ce sont là, n'en déplaise à M. Chirac ; des questions infiniment sérieuses ; des questions que les gens véritablement sérieux se doivent d'affronter avec un maximum de lucidité : tel aura été, précisément, le premier mérite de ce colloque.

les conséquences du programme nucléaire

Nous avons analysé ces conséquences sous trois rubriques : les dangers du programme nucléaire, les problèmes énergétiques et économiques qu'il soulève, et enfin les problèmes politiques et sociaux.

1 — D'abord les dangers. Ceux-ci sont à la fois bien et mal connus. Ils sont bien connus en ce sens qu'il est facile de les énumérer : les déchets radioactifs, les risques biologiques provenant d'irradiation ou de contamination (ingestion d'un produit radioactif qui demeure ensuite dans l'organisme), la pollution thermique, les risques d'accidents ou d'attentat au cours des transports, l'usine de retraitement, les surgénérateurs, etc.. La liste est aisée à énoncer, mais ce qui l'est moins c'est d'évaluer le risque réel (en probabilité et en amplitude de dégâts) correspondant à chaque rubrique. Or, sur ce point, on nous raconte des blagues. Exemple : les déchets. On nous dit : on va les « vitrifier » et les déposer dans des mines de sel, aucun danger. Or la vitrification n'est pas encore au point et le dépôt dans les mines de sel n'est nullement un dépôt, puisqu'il supposera pendant de nombreuses années tout un dispositif de refroidissement pour lutter contre réchauffement dû à la radioactivité. En fait, on ne sait pas comment se débarrasser des déchets.

Quant aux risques biologiques, ils sont mal connus. Y-a-t-il ou non un seuil d'irradiation en dessous duquel celle-ci serait inoffensive ? Là encore, on ne sait pas. Et la reconcentration le long des chaînes alimentaires conduisant à de fortes contaminations ? Et les surgénérateurs ? Phoenix fonctionne, c'est un fait, mais ça n'en est pas moins une sorte de bombe lente. Elle n'a pas encore explosé. C'est une réussite. Cependant tous les techniciens sont effrayés à l'idée de multiplier et de banaliser ce genre de bombe. Or le programme français pour des raisons techniques — n'a aucun sens si les réacteurs actuels ne cèdent pas bientôt la place aux surgénérateurs.

Enfin il vient un autre risque dont l'incidence

politique est énorme : bientôt des quantités considérables de plutonium circuleront sur les routes. Or, la dose maximale supportable par l'organisme humain est de un millionième de gramme. Moralité : contrôle, contrôle et encore contrôle. Donc, police, ce qui conduit à l'aspect politique de la question.

les problèmes politiques et sociaux

1) Nous avons d'abord procédé à une vigoureuse dénonciation de l'EDF. En effet le programme nucléaire revêt une caractéristique fondamentale ; il constitue un point de non-retour qui engage la technologie et l'économie dans une fuite en avant permanente : usine d'enrichissement, surgénérateurs, usines de retraitement, etc.. Or cette fuite en avant constitue elle-même la seule issue possible pour un capitalisme essouffé : reconcentration industrielle sous le contrôle immédiat des firmes multinationales.

L'EDF se fait ainsi l'agent principal de la subordination de l'industrie française au capitalisme international. Qui plus est, pour y parvenir elle a besoin de recourir aux appareils d'Etat afin de cacher mensongèrement les risques écologiques résultant du nucléaire et afin de réduire la contestation au silence. Déjà l'EDF inonde les CES et les lycées de plaquettes et diapos ; surtout : elle fait appel à la police pour mater les contestataires.

2) Cet appel à la police ne peut que s'amplifier : les risques du nucléaire sont si énormes que l'Etat devra tout mettre en œuvre — nous l'avons déjà vu — pour éliminer absolument tout risque d'attentat ou de malfaçon quelconque.

3) Au demeurant cette tendance converge avec révolution actuelle de l'armée : faute d'ennemi extérieur précis, celle-ci se trouve en crise. Il lui faut un adversaire : d'où la nouvelle théorie de l'ennemi intérieur ; voire : de la menace potentielle. Le nucléaire vient alors à point. Pensez-vous ! Quelle menace potentielle plus terrifiante que les 170 centrales qu'on nous propose pour l'an 2 000 avec tout le système d'enrichissement — transports — retraitement qu'il implique. N'est-il pas inéluctable que ce système soit finalement contrôlé et géré par l'armée elle-même qui retrouve ainsi, ostensiblement, sa raison d'être.

4) La police et l'armée, donc. En tout état de cause : une gestion centralisée et technocratique. En effet le système nucléaire sera extraordinairement complexe et devra être géré avec une cohérence et une rigueur absolue (exemple : comptabilité plutonium au gramme près).

5) Police, armée, technocratie : est-ce au moins au profit d'une véritable indépendance nationale ? Rien n'est moins certain. Déjà la filière adoptée met la France dans la dépendance technologique des Etats-Unis. A cela s'ajoute le contrat léonin qui nous lie à eux pour l'acquisition de l'uranium enrichi nécessaire au démarrage du programme. Il est vrai

qu'on prétend ici pallier cette dépendance grâce à l'usine de Tricastin ; mais le programme est ici, technologiquement et économiquement, trop tendu pour être crédible.

6) Ceci conduit à la critique économique du programme : il représente au minimum pour l'EDF un investissement de 9 milliards par an, soit la moitié de son chiffre d'affaire de 1973. D'où des emprunts et de nouvelles dépendances par rapport au capitalisme international.

7) Au demeurant il ne suffit pas d'argent pour construire des usines : il faut encore de l'énergie. Le programme prévu en consommera tellement qu'il ne remboursera pas sa ponction avant dix ou quinze ans. Dans l'intervalle qui donc — en plus de Westinghouse et consorts — aura bénéficié de la fuite en avant d'EDF ? Réponse : les multinationales du pétrole.

écologie et politique

Ainsi donc nous avons adopté trois problématiques : écologique, politique, économique. Or ces problématiques conduisent à des critiques convergentes et, visiblement, le pouvoir actuel en a conscience : si le capitalisme, dans sa fuite en avant, est obligé de recourir aux appareils d'Etat pour interdire la contestation écologique du nucléaire, c'est que cette contestation le met lui-même radicalement en cause. Cela prouve le formidable impact politique du mouvement écologique en ce domaine.

C'est là un point qui a été plusieurs fois envisagé au cours du colloque. Parmi les participants, certains insistaient davantage sur le rôle du nucléaire dans la relance du capitalisme ; d'autres sur les risques écologiques ; d'autre sur le régime technocratique et policier... Or l'intérêt majeur du colloque est d'avoir manifesté à quel point ces diverses approches s'impliquent mutuellement. D'où une triple conclusion stratégique, sur laquelle les camarades de Braud et d'Erdeven (ainsi que le camarade venu de Why!) ont vigoureusement insisté : 1 / La contestation écologique locale serait paralysée par un étiquetage politique prématuré et n'en a que faire ; 2 / néanmoins elle constitue par elle-même un puissant facteur de politisation ; 3 / les partis — en particulier le PSU — doivent être en mesure de correspondre à cette politisation progressive, compte tenu de son enracinement écologique. Ils doivent, en particulier, pouvoir proposer une perspective positive au-delà du refus pur et simple exigé par la situation actuelle.

Certes, dire « NON » est déjà un acte responsable (plus responsable que la fuite en avant d'EDF et du gouvernement plus responsable que le scandaleux silence de la gauche traditionnelle) et, en un certain sens, c'est ce NON qui d'abord importe. Il crée cependant une formidable exigence : celle d'analyser les conséquences du refus ; fût-ce par la violence, on est décidé à imposer.

pour un moratoire

 Les participants au colloque nucléaire et politique se félicitent du succès des actions de masse entreprises les 26 et 27 avril dans toute la France, qui témoignent de l'extension du mouvement de protestation contre le programme nucléaire français.

Le colloque lui-même — réunissant des scientifiques, des responsables syndicaux, des animateurs des comités anti nucléaires, des militants écologiques et autogestionnaires — a permis de préciser le sens et les conditions de la lutte engagée. Il a procédé à la synthèse des raisons d'imposer au gouvernement français un moratoire sur son programme : sécurité des travailleurs de l'énergie, risques pour la population, atteintes sans précédent aux libertés individuelles et collectives. Il a également ouvert le débat nécessaire sur les conséquences d'une révision complète de la politique énergétique : en attaquant le développement capitaliste actuel à sa racine, on affirme la nécessité d'un changement radical de société.

Les manifestations comme le colloque sont un point de départ. Les luttes qui vont s'étendre contribueront à l'élaboration collective d'une autre société. Pour cela, elles doivent être élargies :

— aux travailleurs de l'énergie qui ne peuvent qu'être victimes de l'aligement des entreprises qui les emploient sur les intérêts des groupes capitalistes multinationaux ;

— aux travailleurs de la recherche, dont l'activité est systématiquement détournée vers la réalisation du profit maximum ;

— à l'ensemble des travailleurs des villes et de la campagne, victimes d'une crise destinée à leur faire accepter un renforcement de la domination et de l'exploitation capitalistes.

Le colloque a conclu à la nécessité de poursuivre la lutte pour le moratoire, en développant l'action autour des objectifs suivants :

1) le contrôle populaire sur l'information et sur l'application des

connaissances scientifiques ;

2) le blocage par l'action directe, sur chaque site, de la construction de centrales dès l'engagement de la procédure par l'EDF ;

3) l'organisation d'une campagne permanente auprès de l'opinion publique ;

4) le développement d'un mouvement de désobéissance civile, en accord avec les travailleurs de l'énergie pour prélever sur les factures d'électricité les sommes nécessaires à la recherche et au développement d'autres solutions énergétiques, qu'il s'agisse d'économies ou d'autres productions d'énergie.

Les participants au colloque souhaitent la création d'un comité central d'initiative pour le développement de ces actions qui permette la réalisation de la plus large unité populaire.

Dès maintenant ils appellent à la mobilisation pour la marche sur Fessenheim le 25 mai 1975. ■

élargir la bataille

 Que le débat sur l'industrie nucléaire soit profondément, irrémédiablement, dérangeant pour l'ordre politique courant, nous le devinons. Et c'est sans appréhension que le PSU dans son ensemble a une fois de plus joué son rôle d'éveil, de mobilisation, d'avant-garde en un mot.

Certes, depuis des années, se multipliaient les initiatives de Pignero, à Premilleu et de Fournier à Lebreton. Ce sont d'abord des individus et des petits groupes locaux qui ont entamé la contestation.

Grâce à eux, grâce aux mouvements écologiques aussi, un progrès considérable a été fait entre la marche sur Bugey et la semaine « anti-nucléaire » du 20 au 27 avril, qui de plus rassem-

blait la gauche révolutionnaire. Le fantastique déferlement de propagande pronucléaire, le black-out fait sur les activités des adversaires du programme « français », le silence hargneux ou méprisant d'une partie de la gauche française, n'ont rien changé à cette réalité : le débat sur l'énergie nucléaire est désormais une des pierres de touche de tout projet politique et social.

C'est pourquoi, le caractère populaire et joyeux de la manifestation de Paris, (qui rassemblait entre 25 000 et 30 000 personnes, et a constitué un incontestable succès) comme la multiplication des actions dans de nombreuses villes françaises et à Berne (15 000 personnes) représentent un pas en avant important dans le rapprochement, la convergence entre « écologistes » et « politiques ». Le colloque « nucléaire et politique » organisé le 27 avril à Paris a montré également que barrières et préventions commençaient à tomber.

Ce pas en avant doit être suivi de beaucoup d'autres ; le rôle et la place

des travailleurs — ceux de l'énergie en particulier — est évidemment la question centrale de la lutte contre le programme nucléaire.

C'est pourquoi l'équivoque, le silence ou l'abstention d'une partie de la gauche deviennent tout à fait hors de propos. Laisser sans réponse l'agression du gouvernement EDF-Westinghouse alors que de tous les milieux directement concernés s'élèvent, mises en garde et protestations, c'est revenir à une politique de l'autruche qui en d'autres circonstances a coûté cher au mouvement ouvrier.

Le PSU, qui fut le parti de la lutte contre la guerre d'Algérie, de l'ouverture à mai 68, du soutien actif à Lip et au Larzac, se retrouve une fois de plus en avant dans une bataille décisive pour l'avenir de la population dans son ensemble.

Il espère simplement être très vite « récupéré » par l'ensemble de la gauche... ■